

## Les demandes du Bloc Québécois :

- ❖ Transférer immédiatement au Québec les sommes prévues pour le développement d'Internet haute vitesse sur le territoire québécois alors que Québec se propose de compléter à court terme (2022) le branchement de l'ensemble de son territoire (plutôt que 2030, selon le plan du fédéral);
- ❖ N'accorder les subventions aux entreprises de télécommunication qu'à condition qu'elles branchent 100% du territoire;
- ❖ Plafonner les coûts des services Internet des forfaits cellulaires en plus d'éliminer les limites des données mensuelles.

**J'ai obtenu des résolutions formelles de 16 municipalités rurales de la circonscription qui demandent au gouvernement fédéral de considérer Internet haute vitesse comme service essentiel et d'en faire une priorité. J'ai également tendu la main aux élus locaux de tous les paliers afin de se coordonner dans nos efforts. Un dossier aussi essentiel qu'Internet haute vitesse se travaille et se règle en équipe.**

### OBSTACLE PHYSIQUE

Les compagnies qui déploient la fibre optique font face à différents obstacles liés à la configuration du territoire. Dans Sainte-Justice-de-Newton, par exemple, il faut enfouir la fibre sous les voies ferrées. Suite à une demande d'information à mon bureau, il a été déterminé que des autorisations sont nécessaires auprès du CN et de VIA Rail, ce qui entraîne des délais supplémentaires. On espère que le processus sera rapide.

L'état du réseau de poteaux est également problématique, ce qui nuit au déploiement de la fibre optique.

Ce genre d'obstacle physique est présent sur l'ensemble du territoire à brancher.

### OBSTACLE DÉLAI CRT

La Coop CSUR a déposé au CRTC en juin 2020 un nouveau projet qui permettrait, avec les autres projets déjà acceptés, de couvrir l'ensemble du territoire de Soulanges, dont le Domaine Drolet à Rivière-Beaudette.

Du côté du Haut-Saint-Laurent, la compagnie Targo Communications a déposé au CRTC un projet qui, avec les autres projets en cours, permettrait de couvrir l'ensemble de la MRC.

Aujourd'hui, 9 mois plus tard, le CRTC, organisme fédéral en charge du Fonds pour la large bande, n'a toujours pas annoncé les projets sélectionnés. La Coop CSUR et Targo Communications sont pourtant prêts.

### OBSTACLE ACCÈS POTEAU

Pour installer la fibre optique, les compagnies doivent avoir accès aux poteaux qui appartiennent à de grandes compagnies. Dans la circonscription, les poteaux sont majoritairement la propriété de Bell.

En toute conformité réglementaire, le propriétaire du poteau peut demander des travaux aux frais du locataires avant de pouvoir y installer la fibre optique (il y a eu un cas de frais demandés d'une valeur de 14 000\$, pour des travaux sur un seul poteau!) alors que les délais d'autorisation peuvent être parfois longs. Il s'agit d'obstacles majeurs, toujours d'actualité.

## Internet haute vitesse : un service essentiel

Se tourner vers le télétravail, étudier, avoir accès aux services publics et communiquer avec nos proches en période de pandémie s'avèrent des actions impensables sans un réseau Internet fiable. Au Québec, on estime que 250 000 foyers ne sont toujours pas branchés.

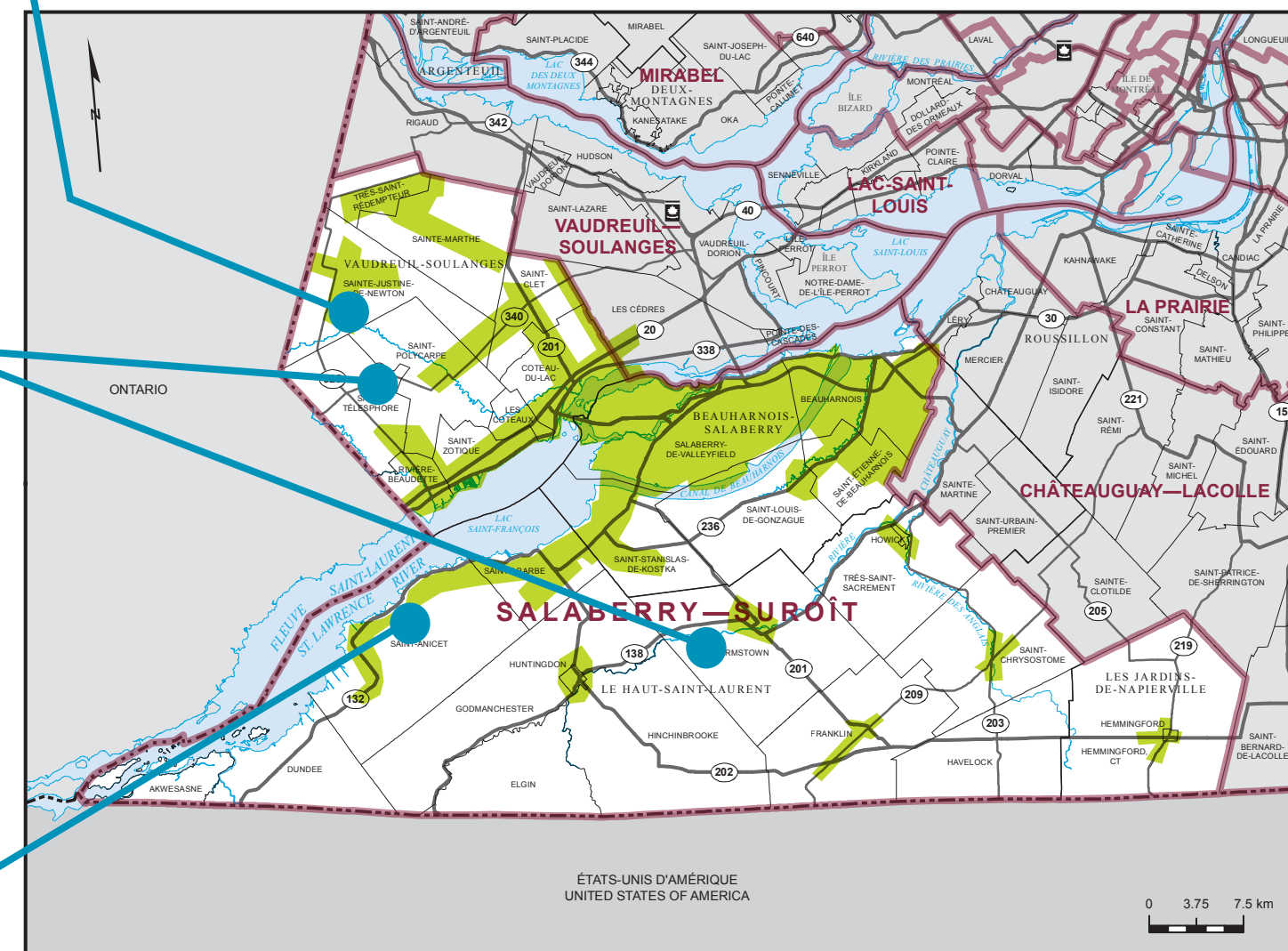
Vous êtes nombreux à m'écrire et me solliciter puisqu'encore aujourd'hui, l'accès à Internet haute vitesse n'est pas assuré partout dans la circonscription. J'ai donc le goût de vous expliquer où en est le dossier et les obstacles qui nuisent au déploiement de ce service essentiel.

Des sommes des deux paliers de gouvernement, ainsi que des investissements privés, ont pourtant été octroyés dans la région.

La carte de service suivante montre visuellement les secteurs branchés avec un réseau filaire qui correspond aux normes du gouvernement fédéral (vitesses de connexion à large bande d'au moins 50 Mbps de téléchargement et 10 Mbps de téléversement). Elle explique aussi les obstacles qui se dressent devant les compagnies qui veulent déployer le réseau sur le territoire.

Avec mes collègues du Bloc Québécois, nous faisons valoir que le Gouvernement du Québec est le mieux positionné pour coordonner les programmes de subvention et prévoir les travaux à réaliser, et ce, dans un échéancier plus rapide. Au Québec, on vise le branchement de l'ensemble du territoire pour 2022 alors que l'objectif est fixé à 2030 au fédéral. En lui transférant les sommes du fédéral, le Québec pourrait être le maître-d'oeuvre efficace du déploiement du réseau Internet haute vitesse.

Carte de service de la circonscription



SOURCE : Représentation visuelle de l'information disponible sur la Carte nationale des services Internet à large bande (Gouvernement du Canada). Information à jour en date du 13 janvier 2021.

# FIABLE et FIÈRE

*Claude*  
**DeBellefeuille**  
Députée de Salaberry-Suroît



106, rue St-Jean-Baptiste  
Salaberry-de-Valleyfield, Qc  
J6T 1Z8

claudedebellefeuille@parl.gc.ca  
t. 450.371.0644  
s.f. 1.866.5610644



An English version is available upon request



**Yves-François Blanchet**

Député de Belœil-Chambly  
et chef du Bloc Québécois



Alors que la pandémie se transforme, se prolonge et pose ses défis sanitaires et médicaux ainsi que ses contraintes à notre quotidien, un certain optimisme est toutefois permis. Le développement des vaccins par les grandes sociétés, malheureusement toutes étrangères, aura été très rapide. Leur efficacité est aussi plutôt remarquable. Ce sont cependant les stratégies du Canada pour l'achat et la livraison des vaccins qui se seront avérées bien incertaines.

On peut croire que le pire de la pandémie sera contenu au cours des prochains mois, même si la vaccination complète risque d'attendre 2022, et que le Canada paiera très cher ses mauvaises décisions. Il faut donc, dès maintenant, aller de l'avant avec un plan de relance de l'économie. Tout ne reviendra pas comme avant du jour au lendemain. De nombreuses entreprises, souvent des PME de propriété québécoise, auront été endommagées de façon irréparable. Le vide créé pourrait profiter davantage à de grandes sociétés étrangères plutôt qu'à l'entrepreneuriat québécois.

On risque de se retourner encore vers la dangereuse obstination pétrolière plutôt que de transiter vers la richesse qu'offrent nos ressources naturelles, notre innovation et notre énergie propre.

Le Bloc Québécois a déposé, dès l'automne 2020, un plan de relance qui s'appuie sur nos régions, sur la recherche, sur les technologies vertes et sur les investissements de sortie de crise qui ne seront effectués qu'une seule fois. Ce plan doit être activé. Nous vous invitons à en prendre connaissance, et s'il vous interpelle, à vous exprimer en faveur de cette vision plus enrichissante, plus écologique et plus juste du Québec post-COVID.



Yves-François

106, rue Saint-Jean-Baptiste  
Salaberry-de-Valleyfield, Qc  
J6T 1Z8  
Claude DeBellefeuille  
députée de Salaberry-Suroît

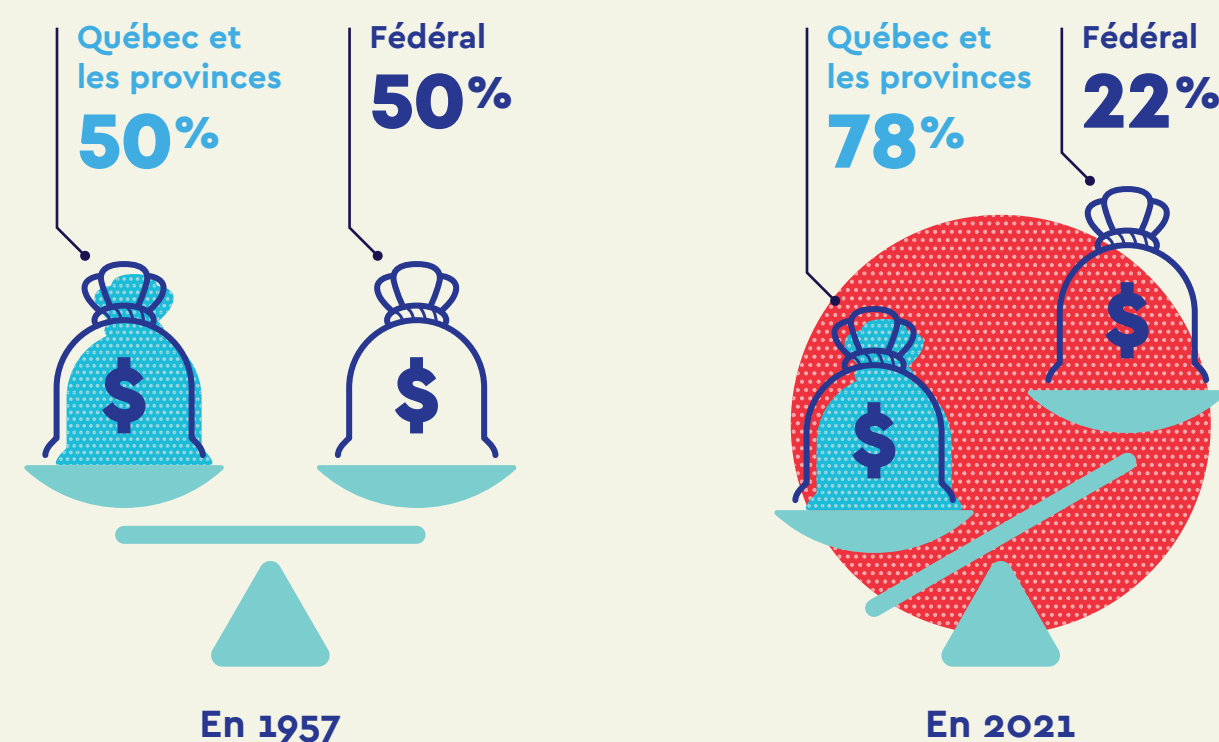




# Une hausse des transferts en santé est vitale

Ottawa doit s'engager sans délai et sans condition à augmenter, de manière significative et durable, les transferts en santé vers le Québec et les provinces.

Nous réclamons qu'Ottawa rétablisse progressivement l'équilibre en faisant passer son financement de la santé de 22% à 35%



## POURQUOI 6 MILLIARDS DE DOLLARS DE PLUS EN SANTÉ AU QUÉBEC? POUR...

- Plus de soins à domicile aux aînés et aux personnes handicapées afin qu'ils puissent vivre et vieillir chez eux;
- Plus de travailleurs de la santé;
- Plus d'équipements;
- Plus de fonds pour les aidants naturels et les services communautaires;
- Plus de services en santé mentale et en psychiatrie;
- Que tous les Québécois aient accès à un médecin de famille;
- Un système public bien financé pour diminuer le recours au secteur privé.

# Nouveaux Horizons pour les aînés

## Des projets pour les aînés de Salaberry-Suroît!

Je suis heureuse d'annoncer un investissement de plus de 165 000\$ pour 10 projets dirigés ou proposés par des aînés, qui influencent positivement la vie communautaire de Salaberry-Suroît.



Photo prise avec Claude Pelchat, vice-président, et Claire McKissock, administratrice du Club de l'Âge d'Or de Nitro.

Association québécoise de défense des droits des personnes retraités et préretraitées de Valleyfield-Suroît	25 000 \$
Centre Louis-Olivier Dufault Inc.	25 000 \$
Centre communautaire multiservices un coin chez nous	25 000 \$
Centre d'action bénévole de Valleyfield	20 040 \$
Club Nitro R051 Fadoq	20 300 \$
Municipalité des Coteaux	25 000 \$
Société d'Habitation de Coteau-du-Lac	11 720 \$
Cercle de Fermières Saint-Polycarpe	5 000 \$
Coutepointe Québec	4 442 \$
La Popote Roulante de Valleyfield	4 689 \$
<b>TOTAL</b>	<b>166 191 \$</b>

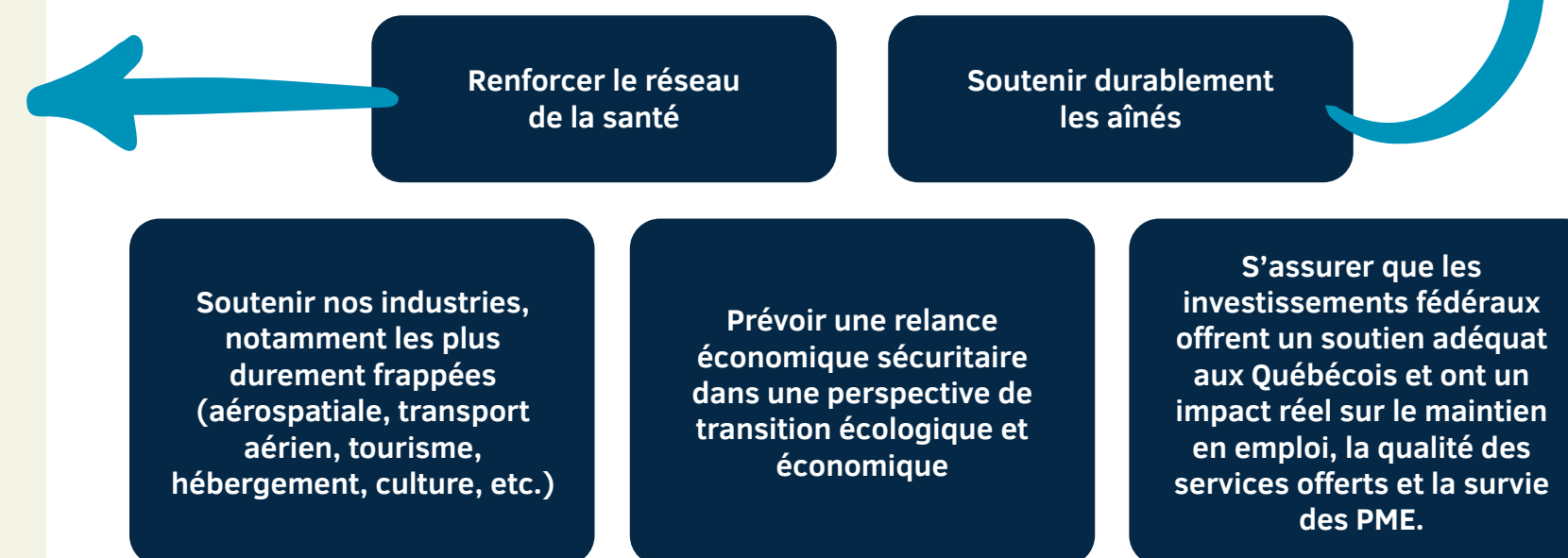
Les aînés sont les plus touchés par la pandémie et les moins adéquatement soutenus. Nous avons un devoir de reconnaissance et de solidarité envers les bâtisseuses et les bâtisseurs du Québec. Nous avons également le devoir de corriger la diminution de leur pouvoir d'achat, qui posait déjà problème avant la pandémie et qui s'accroît durant cette crise qui s'étire à cause des retards fédéraux en approvisionnement de vaccins.



La maigre aide financière débloquée l'été dernier ne suffit pas : le gouvernement fédéral doit augmenter durablement la pension de vieillesse de 110\$ par mois dès 65 ans et bonifier les prestations de supplément de revenu garanti (SRG) de 50 dollars par mois pour les personnes seules et de 70 dollars par mois pour les aînés en couple.

Le 8 mars, le Bloc Québécois a fait adopter une motion à la Chambre des communes qui demande de bonifier de 110\$ la pension de la Sécurité de vieillesse pour les 65 ans et plus : on souhaite maintenant que le gouvernement libéral intègre cette volonté dès son prochain budget.

## 5 attentes budgétaires du Bloc Québécois :



## Projet de Loi Émilie Sansfaçon

Je débattrai de mon projet de loi à la Chambre des communes, qui vise à faire passer de 15 à 50 semaines les prestations spéciales de maladie de l'assurance-emploi, à la mi-avril.

En plus de l'appui de la Fondation québécoise du cancer à cette proposition, Marie-Hélène Dubé, survivante du cancer, a obtenu plus de 615 000 signatures pour réclamer la modification.

Tout est en place pour l'adoption rapide de mon projet de loi.

Le 22 mars, les navires recommenceront à circuler sur la Voie maritime. J'ai accepté de parrainer une pétition qui réclame une meilleure communication entre la Corporation de la Voie maritime du Saint-Laurent et ses utilisateurs, notamment par la modernisation de leur site web.

L'objectif est entre autre de permettre aux utilisateurs de mieux planifier leur déplacement en temps réel. Il nous est tous arrivé de consulter le site web, en conclure que les ponts étaient libres pour finalement se buter à un pont levé. Ce n'est pas normal et acceptable en cette ère du numérique.

Lien vers la pétition:  
<https://petitions.noscommunes.ca/fr/>

Numéro de pétition: E-3252



Projet de loi Émilie Sansfaçon

**DONNER LE TEMPS QU'IL FAUT POUR MENER LE COMBAT**

Appuyez-vous mon projet de loi qui vise à faire passer de 15 à 50 semaines les prestations spéciales de maladie de l'assurance-emploi?

Oui  Non

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_